

SYRIE



*Solidarité avec celles et ceux qui luttent
contre Assad et contre Daech*



En 2011, les Syriens sont descendus massivement et pacifiquement dans les rues, pour demander la liberté et la chute du régime de Bachar al-Assad.

A ces manifestations pacifiques, qui ont regroupé jusqu'à 300 000 personnes dans des villes comme Hama, Homs, voire 1 million pour l'ensemble du pays (qui comptait 21,5 millions d'habitants en 2010), Assad a répondu par une répression féroce... contraignant les révolutionnaires à prendre les armes afin de se protéger.

Quatre ans plus tard, la lutte armée des révolutionnaires continue sur deux fronts : contre Assad et contre Daech. Malgré plus de 200 000 morts (dont plus de 160 000 civils tués à plus de 95% par les forces de Assad), l'activisme pacifique, "pouls de la révolution", continue de battre.

En témoignent la poursuite des activités des comités et conseils locaux dans les zones libres, manifestations, sit-in (contre le régime, contre Daech, contre Jabat al-Nosra), des campagnes ("*Douma4*"; contre les "*élections de sang*" avec distribution, en zones dominées par le régime, de tracts et flyers appelant au boycott, manifestations en zones libérées ou manifestations de réfugiés au Liban notamment)...

Mais la répression de masse du régime de Assad a pour objectif d'anéantir toute résistance, à n'importe quel prix, et la situation en Syrie, comme pour les réfugiés syriens, est dramatique. Pour mener cette guerre, le régime a besoin du silence complice des grandes puissances et de leurs alliés. Certains avancent la nécessité, face à Daech, de préserver Assad ou son régime. Il est donc plus nécessaire que jamais d'organiser la solidarité avec la révolution syrienne.

Qui sont-ils ? D'une part des hommes et femmes issus des couches moyennes, des étudiants, des jeunes diplômés, des militants souvent engagés dans les luttes contre le régime avant le soulèvement de 2011. D'autre part, en nombre plus important, des travailleurs ruraux, des salariés et des travailleurs indépendants urbains, des chômeurs, fortement frappés par la crise économique (entre 2001 et 2011, le nombre d'habitants sous le seuil de pauvreté est passé de 11 à 33%). C'est de cette seconde composante du mouvement pacifique révolutionnaire que viennent, en majorité, les combattants de l'ASL, organisés tout d'abord en groupes locaux d'auto-défense des manifestations, des villages...

Qui Assad massacre-t-il ? Dès le début, le régime de Assad a réprimé violemment les manifestations pacifiques. Cette violence a été la plus féroce dans les villes et régions les plus pauvres ; c'est dans ces mêmes zones où il a utilisé des armes chimiques (Ghouta orientale) et où il largue les barils de TNT par hélicoptères (comme à Alep). A cela s'ajoutent des cibles visées plus précisément par le régime : médecins, secouristes, journalistes, enfants...



2011, 2012, 2013, 2014,
2015,
et
nous voulons toujours
la liberté

collectif ARS

Avec la Révolution Syrienne



Réunion : "Résistance armée et Résistance civile"

le 16 avril 2015 à 19h à l'espace Jean Dame,
17 rue Bellan Paris 75002

collectif ARS : Alternative Libertaire, Cedetim, Collectif Urgence Solidarité Syrie,
Emancipation, Ensemble, NPA, PDPS, UJFP, Union syndicale Solidaires



Des formes d'organisation indépendantes de l'État

Comités locaux et conseils locaux ont très vite constitué la principale forme d'organisation révolutionnaire de la vie civile en Syrie. Ils ont un rôle dans la gestion des besoins vitaux du quotidien, mais également un rôle politique permettant une certaine forme de résistance collective civile. Leurs activités varient en fonction des situations locales et de leur évolution (situations humanitaires, "militaires" - intensité des bombardements,...). En 2013, on comptait plusieurs centaines de comités locaux et une centaine de conseils locaux.

Comités locaux

Les comités locaux sont responsables de multiples tâches : organisation de manifestations, collecte et distribution de l'aide et des provisions dans les zones bombardées ou sous contrôle du régime, documentation et rapport sur les exactions du régime ou d'autres groupes.

La composition des comités varie d'une région à l'autre. Les hommes et les femmes, toutes les communautés religieuses et tous les groupes ethniques y participent. Certains comités se sont formés autour de groupes professionnels (par exemple, avocats, ingénieurs, etc.), dans certains endroits, les jeunes sont plus investis, certains comités sont plus religieux, d'autres plus laïques... Au sein d'un même quartier, plusieurs comités coexistent, spécialisés souvent dans certaines fonctions. Les comités sont parfois coordonnés entre eux à une échelle plus large comme c'est le cas du LCC (Local Coordination Committees).

Femmes syriennes dans la révolution

Présente dès les premières manifestations de 2011, aux premières loges dans la création de coordinations entre comités (comme le LCC), dans l'acheminement d'aide médicale et de denrées alimentaires dans les zones encerclées et bombardées par le régime, dans le refus de communautariser la révolution (femmes alaouites révolutionnaires), la femme syrienne a pris au sein de la révolution une place aussi primordiale que celle de l'homme. Elle a créé des centres dédiés aux femmes, créé ses propres comités de femmes (Free Douma

Women Coordination), organisé ses propres sit-in et manifestations. Elle a pris part, avec les hommes, aux comités locaux et participé à la récolte et à la diffusion d'informations, à la création de journaux.

La militarisation du conflit, le développement de Daech, et les images médiatisées des femmes soumises par ce groupe opposées à celles des femmes kurdes défendant Kobane ont eu tendance à faire passer au second plan cette place prise par les femmes syriennes dans l'organisation de la vie civile, dans toute la Syrie. Pourtant en cette quatrième année de révolution, les femmes syriennes n'ont pas cessé de mener leur combat pour la liberté : manifestations de femmes, contre al-Nosra notamment, maintien de centres dédiés aux femmes malgré les pressions islamistes, implication dans les comités locaux, dans la défense civile, documentation (travail de terrain, d'archivage, de synthèse, journalisme), accroissement de l'autonomie économique...

Conseils locaux

Les conseils locaux quant à eux sont établis à l'échelle de la ville ou du district. Forme première d'administration civile, libérée du contrôle de l'État, ils assurent la prestation des services (eau, électricité, instruction, gestion des déchets), la coordination des comités locaux, la coordination avec les groupes de résistance armée et le maintien de la sécurité. La plupart de ces conseils sont élus.



Figures très souvent anonymes, les femmes se sont impliquées collectivement ou seules dans la révolution. Ainsi Souad Nawfal, une institutrice de Raqqa qui s'est mobilisée avec d'autres contre le régime dès 2011, a manifesté en 2013 seule et quotidiennement pendant plus de deux mois devant le quartier général de Daech. Elle considère le prix qu'elle vient de recevoir comme un hommage adressé aussi à l'ensemble des Syriens, morts et vivants.

Liberté d'expression, liberté de la presse !



On compte aujourd'hui en Syrie de nombreux journaux indépendants (en ligne et/ou papier), des centaines de radios online et quelques radios FM... alors qu'avant 2011 il n'y avait que trois-quatre quotidiens, tenus par le régime de Assad, 4-5 chaînes de radios, et les pages Internet étaient très contrôlées (le régime se plaçait en 2009 en 3ème position mondiale dans la répression de ses blogueurs).

L'information d'actualité immédiate est essentiellement vérifiée et centralisée par la résistance civile : par ses comités de coordinations, ses centres de médias... structures utilisées également pour organiser des manifestations. La militarisation du conflit ayant rendu le travail journalistique plus difficile, de nombreux journalistes sont aujourd'hui basés à l'étranger, d'où ils font tout un travail de relais, de diffusion, de traitement d'informations, mais aussi de récolte (en cherchant de nouveaux contacts en Syrie). L'apprentissage du métier de terrain se fait par partages d'expériences, en lien essentiellement avec le maintien de la sécurité des journalistes et des données numériques. Le matériel (appareils photos, ordinateurs, connexions satellites, papier,...) est financé par des donateurs individuels ou par quelques ONG.

Les journaux papiers sont imprimés sur place ou en Turquie puis acheminés et livrés aux points de distribution : dans les conseils locaux, par certaines organisations, dans des petits cafés ou des cuisines collectives des camps de réfugiés en Syrie.

La création des médias indépendants est en lien direct avec la nécessité de refléter les évolutions de terrain en Syrie ; elle a été soutenue très tôt par les comités et conseils locaux.



C'est le cas par exemple du journal *Enab Baladi*, créé à Darayya en 2012, publié aujourd'hui à Gaziantep en Turquie, et diffusé notamment en Syrie dans 120 points de distribution.



Liberté contre obscurantisme

Le 17 janvier 2015, le centre Mazaya et les bureaux Radio fresh de Kafranbel (région Nord, d'Idlib) étaient attaqués par le Front al-Nosra. La cause ? Le dernier numéro du journal *Souriatna*, imprimé dans ces locaux, qui avait exprimé un message de solidarité avec les journalistes morts lors de l'attentat de *Charlie Hebdo*. Le lendemain, des hommes armés (en lien avec le régime ?) brûlaient à Alep les journaux de *Sada al-Sham*, *Tamaddon*, *Souriatna* et *Enab Baladi*, accusés de solidarité avec les victimes de *Charlie Hebdo*. Sous la pression populaire, le Front al-Nosra a dû présenter ses excuses à Kafranbel. Et les médias visés, *Souriatna* et *Enab Baladi* notamment, ont réaffirmé leur ligne éditoriale ainsi que leur volonté de média indépendant.

Réfugiés syriens en Turquie

La Turquie accueille aujourd'hui plus de 1,7 million de réfugiés syriens (sur 3,8 millions de réfugiés – nombre minimal - plus de 70% sont soit en Turquie, soit au Liban). Se sentant de passage dans un pays de langue différente de la leur, la difficulté d'intégration des Syriens est accrue par des politiques ambiguës du gouvernement turc qui attise les divisions. Au niveau de l'éducation, par exemple, la politique de scolarisation privilégie le regroupement des écoliers dans des écoles syriennes privées (où l'on n'apprend pas le turc), et le développement d'écoles financées par des organisations à tendance islamiste... Des militants syriens réfugiés tentent d'ouvrir des écoles sans orientation religieuse ni politique, mais le travail est souvent bénévole et le financement fluctuant, dépendant de donations individuelles, d'associations... Ce système encourage une certaine ghettoïsation des réfugiés syriens et peut nourrir des sentiments xénophobes comme lors des manifestations anti-Syriens d'août dernier.

Malgré le travail de militants, une grande partie des enfants ne sont pas scolarisés (les parents n'inscrivent pas leurs enfants à l'école avant d'obtenir un statut légal) ; ils travaillent (ou mendient) pour permettre aux familles de survivre.



Les amis français de l'assassin Bachar



Reçus ce 24 février par Bachar al-Assad, ils étaient trois parlementaires - Jacques Myard, Jean-Pierre Vial, François Zocchetto -, un quatrième (Gérard Bapt, député socialiste) jure ne pas avoir participé à l'entretien...

Qu'allaient-ils faire en ce palais ? Des *gugusses* ! a jugé Sarkozy. N'empêche que leur initiative a obligé les autorités socialistes et Hollande soi-même à se mobiliser pour condamner leur visite.

En effet leur opération fait caisse de résonance à des idées qui circulent sur l'échiquier politique français. "N'était-ce pas une erreur de penser que le régime syrien allait tomber ? ", "N'est-ce pas une erreur plus grave de ne pas se réconcilier avec lui ?"... D'autant que la lutte contre Daech offre un alibi pour justifier ce tournant...

Nos gugusses ne croient pas aux hypocrisies du régime syrien qui dit lutter contre le terrorisme islamiste, ils savent bien qu'il mène la guerre contre le peuple syrien. Mais ils pensent que cette guerre, il va la gagner. Ils veulent convaincre que l'*idéalisme* et la *morale* ça suffit : face à l'effroyable tempête qui ravage la Syrie, le *réalisme* c'est rallier Assad !

Dans les partis français ils ne sont pas les seuls à penser ainsi. Car si on les voit toujours quitter le navire, n'oublions pas que les rats savent aussi courir dans l'autre sens.



On sait les liens anciens qu'entretient la pire extrême droite avec le régime syrien. Dès la fin de la Seconde Guerre mondiale l'État Syrien ouvrit grand ses portes à des personnages sinistres tel le nazi Aloïs Brunner, bras droit d'Adolf Eichmann, qui verra ses "compétences" recyclées dans l'appareil de répression. Ces liens

seront réactualisés dans les années 90 quand des dirigeants de l'organisation fasciste française GUD feront le chemin de Damas pour chercher des subsides auprès d'un État avec lequel ils partagent une même forme d'antisémitisme. En échange de ces services, la nébuleuse du GUD (souvent ralliée au FN) est depuis 30 ans un élément clef de la propagande du régime Assad. Une histoire qui éclaire les propos récents de Philippot (FN) : il faut *"arrêter (...) de considérer que l'on doit à la fois, lutter contre Bachar al-Assad et contre son ennemi [Daech]. A ce moment là on ne fait rien"*.

Les liens entre le régime syrien et l'extrême droite sont profonds et durables. Ils partagent tous deux la même haine de la démocratie et du droit des peuples à disposer d'eux mêmes.

Kobane et l'insurrection syrienne

Le 28 janvier dernier, l'État Islamique était contraint de battre en retraite à Kobané, après près de 5 mois d'offensive féroce. Cela a constitué un nouveau point d'inflexion de la situation dans la région, et nous l'espérons un point d'appui pour les progressistes syriens. La victoire est d'abord à mettre au crédit du PYD et du PKK, les partis laïques kurdes partisans d'Ocalan en Syrie et en Turquie. Le PYD n'a pas choisi depuis le début de l'insurrection syrienne d'engager ses forces contre le régime d'Assad, mais a protégé militairement les zones à majorité kurde de Syrie contre les forces islamistes, et a mis en valeur l'égalité hommes-femmes en particulier dans l'engagement de ses combattants et combattantes. Sa prétention à une structuration démocratique des cantons du « Rojava » sous son contrôle est souvent saluée dans la gauche internationale, autant que remise en cause par les révolutionnaires syriens.



L'EI, « Daech » a engagé 10000 combattants et 50 chars à Kobané, auxquels se sont opposés plusieurs milliers de combattantes et combattants du PYD et du PKK, moins bien armés mais encore plus déterminés. Cette bataille a mis en évidence le rôle plus qu'ambigu de la Turquie, et obligé les forces occidentales qui bombardaient de manière contre-productive en Irak et en Syrie (un classique des interventions impérialistes), à avoir malgré tout une utilité dans ce cas précis, et à contribuer à affaiblir Daech. Le PYD est ainsi en droit de publier des communiqués de victoire, il est cependant regrettable qu'il omette l'aide apportée dès le début de la bataille de Kobané par des brigades syriennes, plusieurs centaines de combattants de la révolution qui symbolisent la nécessaire jonction des militants de la liberté de la région contre les régimes assassins autant que contre les bandes djihadistes.